

L'AGENCE GOUVERNEMENTALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN SOUFFRANCE D'INSTALLATION DEPUIS LE... 22 NOVEMBRE 2006 !

Ce n'est plus une priorité pour le gouvernement

Qu'est-ce qui empêche le chef de l'Etat de nommer les membres de l'agence gouvernementale de lutte contre la corruption, agence dont le décret de création a été signé le 22 novembre 2006 ? L'installation effective de cette agence est tributaire de ces nominations. Visiblement, il ne semble pas y avoir de consensus au sommet de l'Etat pour le choix de ceux qui animeront cette agence.

Il est vrai que trouver des commis de l'Etat incorruptibles est une tâche presque impossible, pour peu que le gouvernement veuille se donner la peine d'en chercher. «Le pouvoir absolu, corrompt absolument» (Montaigne).

Par contre, les commis du pouvoir au sein de l'exécutif actuel — malléables et corvéables à merci — ne sont pas difficiles à dénicher. 16 mois de retard déjà, jour pour jour, sans que l'agence ait démarré, c'est énorme, alors que la grande corruption continue de faire des ravages au sein même des institutions de l'Etat.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il toujours d'installer cette agence ? Nous avons posé la question au chef de la délégation algérienne — l'ambassadeur d'Algérie en Indonésie —, à la 2^e Conférence des Etats-Parties de la Convention des Nations unies contre la corruption qui s'est tenue à Bali du 28 janvier au

1^{er} février 2008, sa réponse nous a laissé pantois : «Le gouvernement algérien a d'autres priorités» ! Qui au sein du pouvoir s'oppose à la mise en place de cette agence ? Certains courants au niveau du pouvoir craignent que l'exécutif se serve de cet organe pour des règlements de compte uniquement, à l'image de ce que fut la Cour des comptes à sa création en mars 1980, il y a 28 ans de cela. Pas de volonté politique de lutter contre la corruption, pas de consensus pour mettre en application la loi et les textes d'application qui en découlent.

Les décrets d'application de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et la lutte contre la corruption ont été signés le 22 novembre 2006 (publiés au Journal officiel le même jour). Parmi ces textes, il y a le décret présidentiel portant création de l'agence gouvernementale de prévention et de lutte contre la corruption.

Que se passe-t-il au sommet de l'Etat et qui retarde cette installation ?

Et pourtant au début de l'été dernier, lors du Sommet du Nepad consacré notamment au MAEP (Mécanisme africain d'évaluation par les pairs), les officiels algériens tant dans leurs discours que dans leurs rapports ont fait croire que cette agence était effective et qu'elle allait !

Après avoir dissous en 2000 l'Observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption (ONSPC), le chef de l'Etat se ravise en 2005, à la lumière de la ratification par l'Algérie de la Convention des Nations unies de 2003 contre la corruption, en évoquant de nouveau — à travers la loi contre la corruption du 20 février 2006 — la création d'un organisme spécialisé, une sorte d'agence qui piloterait la lutte gouvernementale contre la corruption.

Pour rappel, en mars 1996 — il y a 12 ans —, reprenant une promesse du programme électoral du chef de l'Etat de l'époque, le gouvernement annonça l'installation d'un organisme chargé de la prévention de la corruption. Cette initiative était déjà révélatrice à la fois de l'ampleur de la corruption en Algérie et de l'échec — voire de l'inertie — de la justice notamment, dans la lutte contre la corruption.

Dans l'ombre douillette du pouvoir

En juillet 1996, l'ONSPC fut créé par décret du président Zéroual. Son rapport annuel ne fut jamais rendu public : le décret de création de l'observatoire ne le prévoyait pas. Placé sous la tutelle directe du chef du gouvernement, Ouyahia à l'époque, cet organisme, un de plus (un de trop), devait rester confiné dans l'ombre douillette du pouvoir et ne fera plus du tout parler de lui jusqu'à sa dissolution le 12 mai 2000 au même titre que d'autres institutions consultatives, sous prétexte que ces "excroissances de l'Etat, outre leur inutilité et la dilution des responsabilités qu'elles entraînent, se traduisent par des ponctions injustifiées sur les ressources publiques", ainsi que le déclara officiellement l'actuel chef de l'Etat. Il est à craindre que nous nous retrouvions dans la même situation avec la création de "l'organe de prévention et de lutte contre la corruption" prévu dans la loi citée plus haut : annoncé comme étant «une autorité administrative indépendante», il est néanmoins placé sous la tutelle du président de la République ; son rapport annuel n'est pas rendu public

non plus, comme du temps de l'ONSPC ; et sa composition, son organisation et les modalités de son fonctionnement seront définies par voie réglementaire (décret du 22 novembre 2006).

Un organe indépendant ou un instrument de chantage ?

Ce que dit cette loi : «L'organe de prévention et de lutte contre la corruption est chargé, notamment, de proposer une politique globale de prévention de la corruption consacrant les principes d'Etat de droit et reflétant l'intégrité, la transparence ainsi que la responsabilité dans la gestion des affaires publiques et des biens publics ; de dispenser des conseils pour la prévention de la corruption à toute personne ou organisme public ou privé et recommander des mesures, notamment d'ordre législatif et réglementaire, de prévention de la corruption ainsi que de coopérer avec les secteurs concernés, public et privé, dans l'élaboration des règles de déontologie ; d'élaborer un processus permettant l'éducation et la sensibilisation des citoyens sur les effets néfastes de la corruption ; de collecter, centraliser et exploiter toute information qui peut servir à détecter et à prévenir les actes de corruption notamment, rechercher dans la législation, les règlements, les procédures et les pratiques administratives les facteurs de corruption afin de recommander des réformes visant à les éliminer (...) ; de recueillir, périodiquement, et sous réserve de l'article 6, les déclarations légales de patrimoine des agents publics, d'examiner et d'exploiter les informations qu'elles contiennent et de veiller à leur conservation ; de recourir au ministère public en vue de rassembler les preuves et de faire procéder à des enquêtes sur des faits de corruption». Ambitieux programme pour cette agence qui n'a toujours pas vu le jour.

Inquiétudes des organisations internationales intergouvernementales

L'affirmation de l'indépendance de cette agence est contredite dans le même texte, d'une part, par sa mise sous tutelle du président de la République, et d'autre part, par la relation de dépendance vis-à-vis du ministère de la Justice : l'article 22 oblige cet «organe» à soumettre à ce ministère les dossiers de corruption éventuelle à soumettre aux tribunaux ! Alors que, pour rappel, dans les textes de feu

ONSPC, cette contrainte de passer par le ministère de la Justice pour saisir les tribunaux n'existait pas. Même le rapport annuel de cet «organe» qui est remis au président de la République n'est pas rendu public : la transparence et l'information du public ne sont pas des préoccupations pour les auteurs de cette loi.

Par ailleurs, les Algériens ne pourront pas directement s'adresser aux responsables de cet «organe», contrairement à une disposition de la Convention des Nations unies qui encourage fortement cette relation directe des citoyens avec l'agence de lutte contre la corruption.

Ces dispositions sont très éloignées de ce que prévoit la Convention des Nations unies de 2003 contre la corruption, notamment dans son article 6 : «Chaque Etat-Partie prend des mesures appropriées pour veiller à ce que les organes de prévention de la corruption compétents mentionnés dans la présente convention soient connus du public et fait en sorte qu'ils soient accessibles, lorsqu'il y a lieu, pour que tous puissent être considérés comme constituant une infraction établie conformément à la présente convention puisse leur être signalé, y compris sous le couvert de l'anonymat.»

L'indépendance de ces agences par rapport à l'exécutif est aussi réaffirmée par la Convention africaine de lutte contre la corruption, ratifiée par l'Algérie, dans son article 5, «mettre en place, rendre opérationnelles et renforcer des autorités ou agences nationales indépendantes chargées de lutter contre la corruption». Nous avons appris, par ailleurs, que nombre d'organisations internationales intergouvernementales — dont la Banque mondiale et l'OCDE — ont fait part de leurs inquiétudes auprès des autorités algériennes par rapport à la non-installation de cette agence. Toutes nos tentatives pour en savoir plus auprès du ministère de la Justice n'ont pas abouti. Cet énorme manque à gagner illustre on ne peut mieux l'absence de volonté politique à lutter contre la corruption.

Djilali Hadjadj

Pourquoi les agences de lutte contre la corruption échouent-elles ?

Elles peuvent échouer pour les raisons suivantes :

- une faible volonté politique ;
- le manque de ressources par manque d'appréciation et du fait qu'une agence efficace nécessite un financement convenable ;
- des interventions politiques. L'agence ne peut alors faire son travail de manière indépendante ni enquêter sur les hauts fonctionnaires ou les plus hautes personnalités de l'Etat ;
- la peur des conséquences. Un manque d'engagement et une certaine complaisance par rapport au statu quo conduisent les agences à perdre leur indépendance ou leurs ressources, voire les deux ;
- des espérances irréalistes. Combattre la corruption endémique est un exercice de longue haleine ;
- une dépendance excessive par rapport à la mise en application des lois. Les réelles capacités de prévention de l'agence ne sont pas entretenues ;
- des lois inadéquates. Sans des lois efficaces et pouvant être mises en vigueur, une agence est paralysée ;
- devoir supporter le poids du passé. Une nouvelle agence, habituellement petite et en cours d'installation, peut se trouver surchargée en héritant du travail inachevé des précédentes agences et se voir paralysée ;
- une incapacité à faire participer la communauté par un manque de campagnes de sensibilisation ;
- une perte de motivation de la part du personnel lorsque la population perd confiance en l'agence ;
- une responsabilisation insuffisante ;
- l'agence elle-même devient corrompue.

Adapté par Bertrand de Speville, «Pourquoi les agences de lutte contre la corruption échouent», Vienne, Autriche, avril 2000.



Séparation des pouvoirs et libertés publiques

«Comment concilier l'efficacité de la lutte contre la corruption avec la double exigence, dans un Etat de droit, d'une part de respect des libertés publiques, d'autre part de respect de la séparation des pouvoirs ? On dit souvent : à situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. La corruption requiert-elle l'instauration d'une situation d'exception ?»

Pierre-Antoine Lorenz, magistrat français

LE DEBAT EST OUVERT

«Le Soir Corruption» peut être joint par voie postale :
Le Soir d'Algérie
Espace «Corruption»
Maison de la presse,
1, rue Bachir-Attar, Alger
Fax : 021 67 06 76
Internet :
soir_corruption@hotmail.com